

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 151 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2882 - Prix : 1€

Éditorial de Nathalie Arthaud

Silence, on assassine un peuple !

RSA : non au travail gratuit ! *Page 3*

Macron en Israël : pour les intérêts de l'impérialisme français *Page 6*

Pour une Fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient ! *Page 7*

SPL Estival : non à la restructuration sur le dos des travailleurs ! *Page 9*

États-Unis
La grève des travailleurs de l'automobile arrache une augmentation de salaire *Page 11*



Silence, on assassine un peuple !

À Gaza, depuis trois semaines, l'armée israélienne massacre indistinctement hommes, femmes, enfants, vieillards et malades... Combien sont-ils à avoir perdu la vie ? 8000 ? Combien de disparus sous les décombres, combien d'autres tués faute de soins, par ce blocus impitoyable, et combien de vies brisées par ce carnage ?

« *Chacun attend son tour pour mourir* », a témoigné, désespéré, un habitant de Gaza qui a écrit son numéro de téléphone et leur nom sur le corps de ses enfants à même la peau, pour qu'ils puissent être identifiés en cas de bombardement.

Mais ni Biden, ni Macron, ni aucun autre dirigeant des grandes puissances occidentales ne parleront de barbarie ou de terrorisme. Ces termes sont réservés au Hamas. Le massacre, méthodique, de l'armée israélienne est appelé « guerre ». Et cette guerre est en train de s'intensifier avec des opérations terrestres dans la bande de Gaza.

Seuls les États-Unis pourraient retenir le bras d'Israël. Ils ne le font pas, parce que, depuis des décennies, l'État d'Israël est leur allié le plus sûr dans la région. Et cela n'a rien à voir avec la nécessité de protéger le peuple juif, victime du plus grand génocide du XXe siècle. C'est, comme toujours, pour des intérêts bien calculés.

À de multiples reprises, l'État israélien a démontré aux grandes puissances qu'il pouvait relayer leurs intérêts. Armé et financé par les Américains, Israël est ainsi devenu le poste avancé de l'impérialisme, le plus fidèle et le plus fiable dans cette région cruciale pour le pétrole et le commerce.

Malgré la colonisation, la spoliation et l'oppression des Palestiniens, les États-Unis ont donc systématiquement couvert Israël. La France a suivi, tout en se distinguant par quelques gestes symboliques de compassion vis-à-vis des Palestiniens.

Alors aujourd'hui, Netanyahou a les mains libres pour mener, comme il dit, « *une guerre existentielle, longue et difficile* ». Mais qui sait si cette fuite en avant guerrière restera circonscrite à Israël et la bande de Gaza ?

La Cisjordanie bouillonne. Le Liban, la Jordanie, le Yémen, la Syrie, voire l'Iran, peuvent basculer ou être entraînés dans la guerre à tout moment. Les régimes arabes qui se sont rapprochés d'Israël ces dernières années sont sous la pression de leur population, et même les dictatures les plus féroces peuvent être déstabilisées.

Le mur d'incompréhension qui se dressait entre Juifs et Arabes va se trouver renforcé par des dizaines de milliers de cadavres. Après cela, qui osera parler de paix ?

Quand les armes se tairont, ce sera la paix des cimetières et des prisons pour les Palestiniens, le temps qu'une nouvelle génération de révoltés reprenne le combat. Ce genre de paix-là n'en est une pour personne ! Même pour les Israéliens, ce ne sera pas la paix. Car vivre avec la main sur la gâchette, ce n'est pas vivre en paix.

Depuis trois quarts de siècle, les dirigeants israéliens assurent aux juifs qu'ils leur garantissent la paix et la sécurité. On voit aujourd'hui ce qu'il en est ! En 75 ans, le pays a été en guerre de façon quasiment ininterrompue. Tant que les droits des Palestiniens seront bafoués à Gaza, en Cisjordanie, en Israël, comme dans les nombreux camps de réfugiés au Liban, en Syrie ou en Jordanie, les Israéliens ne connaîtront pas la sécurité.

Pour parvenir à la paix, il ne suffira pas que les Palestiniens et les Israéliens se choisissent d'autres dirigeants et qu'ils abandonnent leur politique nationaliste consistant à éliminer le peuple voisin. Il faudra même plus que la reconnaissance du droit des Palestiniens à disposer de leur propre État : il faudra le renversement de l'ordre impérialiste.

Car celui-ci a non seulement créé et entretenu le chaos dans la région en multipliant des divisions artificielles, mais il condamne les peuples des pays pauvres à la misère, la dépendance et l'exploitation, comme c'est le cas pour la population travailleuse des pays du Moyen-Orient.

Derrière la cause palestinienne et le droit d'Israël à exister, il y a la cause de tous les travailleurs. Car la lutte contre l'impérialisme, c'est-à-dire contre le capitalisme, est le seul chemin qui permettra aux peuples de vivre réellement ensemble et sur un pied d'égalité au Moyen-Orient et à l'échelle du monde.

Ceux qui veulent agir pour mettre fin à l'engrenage sanglant ont un rôle à jouer : participer à la construction d'un parti pour renverser les exploités à l'échelle internationale. Un parti capable de réunir travailleurs musulmans, juifs, catholiques, athées... soucieux de lutter contre les divisions créées par le racisme et l'antisémitisme. Un parti défendant l'idéal d'égalité, de fraternité et de paix pour tous les opprimés de la planète. Un parti visant l'édification de la seule société susceptible d'y parvenir : une société socialiste.

Nathalie Arthaud

RSA : non au travail gratuit !

Le projet de loi instaurant l'obligation pour les bénéficiaires du RSA de travailler au moins 15 heures par semaine a été adopté en commission mixte paritaire par les sénateurs et les députés.

Ce petit monde de serviteurs des rentiers et des actionnaires s'est donc parfaitement entendu pour contraindre des bénéficiaires du RSA, qui vivent avec 607 euros par mois, à fournir « *au moins 15 heures d'activité hebdomadaire* ». Il s'agit d'un minimum car le gouvernement a indiqué ne pas vouloir fournir de « *borne haute* », prétendant qu'une formation peut par exemple

dépasser cette durée. Rien donc n'empêchera juridiquement de demander à des allocataires d'effectuer même plus que ces 15 heures. Cette activité ne donnera lieu à aucune rémunération. Il s'agit donc bel et bien pour les allocataires du RSA d'un travail gratuit.

Le gouvernement a même refusé une disposition listant les domaines d'activité concernés. Cela peut être dans tout domaine des « *contrats aidés ou d'emploi en insertion par l'activité économique* ». Rien n'empêche que des travailleurs soient ainsi mis à disposition gratuitement pour les patrons, du public ou du privé.

Le refus ou l'impossibilité d'ef-

fectuer ces heures sera passible de la suspension des maigres allocations, plongeant les travailleurs concernés dans une misère encore plus grande. Et en cas d'acceptation, la probabilité est grande que les heures ainsi fournies gratuitement par les uns se traduisent par le licenciement d'autres travailleurs jusque-là mieux payés.

Une telle mesure est non seulement une injure pour les personnes concernées, désignées comme des assistés, mais une pression supplémentaire à la baisse des salaires pour tous.

Les parasites existent pourtant bel et bien. Mais ils sont à la tête du CAC40.

Évasion fiscale : au bonheur des milliardaires

En 2022, mille milliards de dollars, soit près de 950 milliards d'euros, ont été transférés par les grandes entreprises dans les paradis fiscaux. C'est ce que révèle le dernier rapport de l'Observatoire européen de la fiscalité publié le 23 octobre.

Parfois, certains se font prendre. C'est ainsi qu'à la suite d'une enquête de Médiapart, le groupe Fayat a fini par être rattrapé par la justice en août 2023. Numéro 4 du BTP français, avec 21 500 salariés dans 170 pays, il bénéficie de financements publics français et européens entre autres pour des chantiers africains. Deux filiales du groupe sont soupçonnées d'avoir participé à un montage offshore à l'île Maurice où le taux d'imposition sur les sociétés oscille entre 0 et 3 %, contre 25 % en France.

Quant aux fortunes personnelles des milliardaires, revenu individuel et patrimoine, elles supportent un taux d'imposition qui est au maximum de 0,5 %, sans aucun problème évidem-

ment.

En 2021, plus de 140 pays ont décidé qu'un impôt minimum de 15 % sur les sociétés devrait entrer en vigueur en 2024 et éviter la compétition entre les différents pays qui s'efforcent d'attirer les bénéficiaires des grosses sociétés en baissant ce taux d'imposition. En réalité le rapport reconnaît que cet impôt a déjà été « *vidé de sa substance par une*

série de niches et d'exonérations ». Au mieux, à supposer qu'il se mette en place réellement, il ne pourrait même pas rapporter la moitié des 130 milliards de dollars escomptés.

Entre « optimisation » fiscale et fraude, les vrais maîtres de la société, les possédants, ont mille moyens de protéger leurs profits.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 3 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 4 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 5 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 18 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

Flambée des prix : le Père Noël reste une ordure

« Lidl : le vrai repère contre l'inflation » ; « Auchan : encore plus d'économies sur vos courses du quotidien » ; « Carrefour – Défi anti-inflation » ou « Super U : super formats – super économies » : les grandes enseignes rivalisent dans le démarchage des clients, en particulier en vue des fêtes de fin d'année, pour mieux continuer leur racket en commun.

Depuis deux ans, les grands groupes de l'énergie, de l'agroalimentaire et de la distribution ont opéré avec l'augmentation des prix un gigantesque hold-up contre la population. Des milliers d'euros ont été détournés des poches de chaque famille ouvrière. Même la hausse des prix alimentaires, officiellement de 19,9 % sur deux ans d'après l'Insee, cache de grands écarts entre des produits peu consommés et des produits essentiels. Entre août 2022 et août 2023, le sucre ou la lessive ont respectivement explosé de 82 % et 28,5 %. Gouvernement et experts en

tout genre ont beau répéter que l'inflation sur les prix alimentaires va bientôt cesser, ils sont chaque mois démentis par la réalité des chariots des supermarchés. Les fins de mois difficiles concerneraient aujourd'hui près d'une personne sur deux en France.

L'industrie et la distribution agroalimentaires en ont profité à fond, avec des marges allant jusqu'à 48 % au printemps 2023 selon l'Insee. Mais le corollaire de la flambée des prix, à savoir la baisse de la consommation, intensifie aussi la lutte entre eux. Tous ces groupes ont accumulé des profits, en vendant parfois moins mais plus cher. Alors, pour continuer sur cette lancée, il leur faut aller chercher une part supplémentaire du gâteau au détriment de leurs concurrents. D'où la multiplication des campagnes publicitaires, à coups de millions, au nom de la lutte contre l'inflation, voire de l'« anti-gaspillage », pour des promotions exceptionnelles ou des week-ends à

prix prétendument coûtants sur certains produits d'ici les fêtes de fin d'année. C'est ce qu'avoue Michel Biero, futur président de Lidl France, quand il déclare que les promotions lui coûtent « *un bras car c'est sur ma marge [...], mais il faut que les clients reviennent consommer* ». Dans la jungle capitaliste, les différents acteurs de l'énergie, de l'industrie agroalimentaire et de la distribution, tout comme les différentes enseignes de la grande distribution entre elles, se mènent la guerre... pour mieux saigner la population.

« *Tu veux un fruit ? Prends un job d'été !* » : cette phrase odieuse des publicités actuelles du groupe Intermarché a le mérite d'être claire. Dans les classes populaires, une orange à Noël devra-t-elle être considérée comme un beau cadeau ?

Découverts : un racket des banques

D'après la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), près de 25 % des banques facturent des frais plus importants que prévu par la loi, pour ce qu'elles appellent des « incidents bancaires » : découverts non autorisés, chèques sans provision, etc.

Les banques agissent en dehors de la loi, alors que la réglementation n'est pourtant pas très contraignante. Et les banques françaises appliquent en toute légalité des tarifs trois fois supérieurs à ceux pratiqués en Belgique et dix-sept fois plus élevés qu'en Allemagne !

Pour ces prédateurs, c'est un moyen de se faire de l'argent facile sur la misère des travailleurs, au point que cela leur a rapporté plus de 1,8 milliard d'euros en 2020 selon

l'association UFC – Que choisir.

Les banques imposent des frais faramineux, pouvant monter jusqu'à 16 euros pour un découvert d'un euro pendant une journée. Elles se sucent aussi sur les « commissions d'intervention » qu'elles perçoivent lorsqu'elles acceptent une opération de débit qui place le compte dans le rouge. Certes, ces commissions sont un peu limitées par la loi : au maximum, huit euros par opération et 80 euros par mois. Mais bien entendu, la plupart des banques appliquent ce maximum et certaines n'hésitent pas à le dépasser, comme vient de le dénoncer la DGCCRF.

Beaucoup font aussi payer en toute légalité des frais de 30 euros pour des chèques sans provision de moins de... 50 euros. Elles facturent également parfois 15 euros le courrier envoyé pour prévenir le client qu'il n'a pas assez d'argent sur son

compte : à croire qu'il est écrit sur du parchemin !

Comble du comble, l'explosion actuelle des prix et de la pauvreté qui l'accompagne est une occasion supplémentaire pour ces vautours d'intensifier leur racket. Le montant des découverts non autorisés a ainsi augmenté de plus de 10 % en un an et plus d'un Français sur trois s'est retrouvé dans cette situation.

Après avoir siphonné les économies des classes populaires en figurant parmi les principaux responsables de la hausse des prix, les banques les volent donc une deuxième fois sur leurs découverts. La seule chose qu'elles n'auront pas volée est une explosion de colère.

Fraude fiscale dans la grande distribution réunionnaise

Trois patrons de la grande distribution de La Réunion, Joseph et Catherine Chong-Fah-Shen et Pascal Thiaw-Kine, à la tête des holdings Soresum et Excellence et dont les familles sont aujourd'hui à la tête du groupe Leclerc dans l'île sont accusés par le PNF (parquet national financier) d'avoir utilisé les services, contre rétribution, du groupe Helin, spécialisé dans le blanchiment d'argent. L'affaire avait été éventée en

2018 à l'occasion du scandale des Dubaï Papers qui mettait en cause plusieurs centaines de fraudeurs à l'impôt, dont une bonne partie de patrons.

Non contents d'amasser des millions de profits sur le dos des travailleurs et des consommateurs, les capitalistes utilisent par dessus le marché les services des entreprises conseil en « optimisation fiscale ».

Des milliards échappent ainsi à

l'État qui manquent à l'appel pour financer les services publics.

Quelques condamnations agrémentées d'amendes ridicules et toute liberté de continuer à gérer leurs entreprises ne mettront pas un terme à ces pratiques inhérentes au système capitaliste.

Lutte contre le chômage : le gouvernement ne demande rien aux patrons

La Réunion compte toujours en 2023 quelques 96 367 bénéficiaires du RSA après que ce chiffre ait baissé de 10 % depuis 2020, selon la CAF. C'est dire la proportion considérable de la population réunionnaise condamnée à se rationner sur tous ses besoins essentiels pour cause de revenus insuffisants.

Le gouvernement prétend s'attaquer à cette situation en incitant ces allocataires à reprendre le chemin du travail à raison de 15 heures par semaine, sous peine de suspension de leur prestation.

Au niveau local, un accord vient d'être signé entre la direction du travail, les communes et les syndicats

patronaux, appelé «Pacte territorial pour l'insertion ». Les signataires disposent d'une enveloppe de 134 millions d'euros afin de réaliser 99 000 actions individuelles.

Toutes ces décisions gouvernementales, toutes ces usines à gaz locales ne sont que de l'affichage, car ceux qui ont les cartes en main pour embaucher restent les patrons. Et ni le gouvernement, ni les politiciens locaux n'ont l'intention de les y contraindre.

Combien de formations, de stages, jeunes ou moins jeunes au chômage n'ont-ils pas fait espérant justement s'insérer dans la vie active, avec toujours les mêmes résul-

tats, soit les portes toujours fermées des entreprises, soit des contrats à durée déterminée, et à la clé invariablement le retour au statut de chômeurs !

Alors, pour mettre fin au chômage et à la précarité, il faudra la mobilisation de la classe ouvrière, travailleurs et chômeurs au coude à coude, pour imposer au patronat le partage du travail entre tous et la création des dizaines de milliers de postes de travail nécessaires à la satisfaction des besoins non satisfaits de la population !

Millions en cadeau au patronat...sans aucun effet sur l'économie

Chaque année, l'État exonère les entreprises d'Outre Mer de plus de 800 millions d'euros d'impôts officiellement « afin de les aider à se développer ».

Une enquête diligentée à la demande du ministre de l'économie auprès de l'Inspection générale des Finances (IGF) vient de révéler que ces aides n'avaient eu aucun effet bénéfique sur le développement des économies des DOM.

L'IGF précise dans son rapport que « *L'État ne dispose ni d'une répartition sectorielle ou géographique exhaustive des investissements réalisés, ni des entreprises bénéficiaires* » et qu'«

en outre, la puissance publique ne dispose pas de données précises quant à la nature des actifs financés ».

Autant dire que l'État fait chaque année cet énorme cadeau fiscal au patronat des DOM de plus de 800 millions d'euros que le patronat empêche sans aucun contrôle sur l'utilisation qu'il fait de cette manne publique.

Exonération d'impôts sur les sociétés, de cotisations sociales patronales, tout cela n'empêche pas le patronat des DOM, et celui de La Réunion en particulier, de déclarer qu'il est au bord de la faillite et qu'il est accablé de charges.

L'aide fiscale au patronat des DOM n'ayant pas contribué au développement économique des départements d'Outre Mer, la logique aurait voulu que l'État la supprime. Eh bien, pas du tout !

L'IGF s'est contenté de recommander à l'État de mieux contrôler l'attribution de ses aides à l'avenir.

Les patrons des DOM n'ont donc rien à craindre. Ils pourront continuer à encaisser cet argent indûment. Le gouvernement veille au grain !

Macron en Israël : pour les intérêts de l'impérialisme français

Le 24 octobre, à la suite d'autres chefs d'États occidentaux, Emmanuel Macron est allé assurer Benjamin Netanyahu de son soutien dans sa guerre meurtrière à Gaza. En même temps, il a voulu faire semblant de s'en démarquer un peu pour « défendre la paix », voire « les intérêts des Palestiniens ». Mais c'était d'abord pour affirmer ceux de l'impérialisme français.

Deux jours à peine après les exactions du Hamas le 7 octobre, les dirigeants des principaux pays impérialistes européens (Allemagne, Royaume-Uni, Italie et France) signaient avec le président des États-Unis un communiqué commun exprimant leur « soutien ferme et uni à l'État d'Israël ». La position fondamentale de l'impérialisme français

était donc clairement alignée sur celle des États-Unis et sur leur soutien à l'État Israël.

Lors de sa visite en Israël, en Cisjordanie et en Jordanie, Macron a voulu ajouter sa propre note en proposant la création d'une « coalition anti Hamas »... qui serait une caution de plus à la politique d'Israël. Mais il a aussi essayé de jouer une petite musique « pro-arabe », propre aux intérêts de l'impérialisme français dans cette région. Ainsi, Macron a rencontré Mahmoud Abbas, le chef de l'Autorité palestinienne qui avait refusé de voir le président américain Joe Biden la semaine précédente, juste après l'annonce du bombardement d'un hôpital de Gaza. Cette musique « pro-arabe » est aussi une tentative pour l'État français de sauver son image auprès des populations du Moyen-Orient et du Maghreb. Car,

en Tunisie par exemple, les manifestants sont allés dénoncer les bombardements sur Gaza... devant l'ambassade de France.

Les dirigeants français, Macron comme ses prédécesseurs, ne se soucient pas du sort des populations pauvres des pays arabes. Mais se démarquer un peu des États-Unis leur a permis, à bien des occasions dans le passé, d'entretenir des liens diplomatiques privilégiés avec les États arabes et surtout d'obtenir pour les groupes industriels français de substantiels marchés. Le fait que l'Arabie saoudite vienne de demander au groupe Dassault un devis pour 54 avions Rafale tombe à point nommé pour l'illustrer.

Condamner la politique de Netanyahu n'est pas de l'antisémitisme

Pour une grande partie des médias, la cause est entendue : ceux qui dénoncent la politique de l'État d'Israël, qui affirment que son armée se livre à un massacre dans la bande de Gaza ou qui rappellent que c'est précisément la politique de colonisation israélienne qui a conduit à la situation actuelle seraient des antisémites.

L'accusation se veut infamante et elle l'est en effet car l'antisémitisme, la haine des Juifs, est l'une des pires pestilences produites par l'Occident chrétien et réutilisée par le monde capitaliste. Le mouvement ouvrier l'a évidemment toujours combattu et les courants politiques réactionnaires de droite et d'extrême-droite n'ont jamais manqué de confondre les Juifs et les révolutionnaires. Les tenants de l'ordre établi tentent aujourd'hui d'inverser les choses. Pourtant successeurs de générations d'antisémites patentés en France comme aux États-Unis et dans les autres pays impérialistes, ils affirment que la défense inconditionnelle d'Israël et la défense des Juifs en général contre l'anti-

sémitisme se confondent. C'est un mensonge éhonté et surtout intéressé. En fait, ni le mouvement sioniste d'avant 1948, ni l'État d'Israël ensuite n'ont jamais regroupé ni représenté l'ensemble des Juifs, c'est-à-dire les cibles potentielles des antisémites. Il y a évidemment en Israël et dans tous les pays des voix juives qui s'élèvent contre le sionisme, contre la colonisation, contre le bombardement de Gaza, pour un État regroupant tous les peuples vivant sur la terre de Palestine et qui refusent de se sentir représentés par un Netanyahu et par sa politique.

La politique d'Israël, le fait qu'il soit devenu la base avancée de l'impérialisme au Moyen-Orient obligent ses habitants à une vie de mensonge consistant à ignorer l'enfer de l'autre côté du mur. Cette politique les contraint à être des gardiens de prison ou des soldats sur le qui-vive et attire sur eux la haine de populations entières. L'existence d'Israël ne protège pas les Juifs d'Israël ni ceux vivant dans d'autres pays, c'est-à-dire la majorité d'entre eux, à qui la



perspective d'émigrer pour se transformer en soldats au Moyen-Orient ne sourit pas forcément. Enfin, plus l'existence d'Israël est suspendue au soutien militaire de l'impérialisme américain et plus en fait elle est incertaine. La garantie pour la population d'Israël de pouvoir continuer à y vivre ne peut être que dans la recherche d'une véritable coexistence avec les peuples de la région.

L'armée israélienne, un bataillon pour les États-Unis

Le militarisme dévore l'ensemble de la société israélienne. Selon le Sipi, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, les dépenses militaires par habitant y atteignent 2 623 dollars par habitant en 2022, trois fois plus qu'en France.

Le service militaire est de trois ans pour les hommes et de deux ans pour les femmes. Les réservistes fournissent en cas de conflit l'essentiel des troupes. Après le 7 octobre, l'État d'Israël a mobilisé 360 000 réservistes, chiffre inédit depuis la guerre du Kippour, il y a cinquante ans.

Réputée l'une des armées les plus équipées du monde, l'armée israélienne bénéficie du soutien financier et militaire de l'impérialisme américain depuis l'origine. Son aide militaire a représenté des milliards de

dollars depuis la création de l'État d'Israël. Elle continuait dernièrement à affluer au rythme de quatre milliards de dollars par an et Biden vient d'annoncer l'envoi de munitions et d'armes supplémentaires. Ainsi sont financées des armes comme le « dôme de fer » destiné à intercepter les roquettes ou obus de courte portée provenant du Liban ou de Gaza ; et aussi des armes offensives. Comme l'Ukraine, armée par l'impérialisme américain pour faire face à la Russie, l'État d'Israël a été ainsi transformé en l'un de ses appendices militaires dans le but de peser lourdement sur le Moyen-Orient, la population israélienne fournissant des soldats prêts à mourir.

Après l'attaque du Hamas, l'armée américaine a envoyé au Moyen-Orient le porte-avions *Gerald-Ford*.

Plus grand bâtiment de guerre du monde, il croise au large du Liban à la tête d'une escadre composée d'un croiseur, de quatre destroyers et de plusieurs sous-marins nucléaires. Un second groupe aéronaval autour du porte-avions *Eisenhower* a été acheminé quelques jours plus tard. Selon le général Kurilla, qui coordonne les opérations américaines au Proche-Orient, la mission de ces forces consiste à « *se tenir fermement au côté de ses partenaires israéliens et régionaux, pour répondre au risque que poserait une partie qui chercherait à étendre le conflit* ».

Le principal risque de guerre, au Moyen-Orient, découle de cette présence de l'impérialisme et de ses armements.

Pour une Fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient !

La population des pays du Moyen-Orient vit sous le joug de régimes dictatoriaux qui protègent les exploités et la petite minorité des classes riches. Elle est victime d'un ordre impérialiste, dominé aujourd'hui par les États-Unis, qui a créé le chaos dans la région en multipliant des divisions artificielles.

Les bourgeoisies locales, attachées à l'ordre capitaliste, essayent d'y trouver leur place, sur le dos de leur propre peuple. Mais, contrairement à ce que peuvent dire des « spécialistes », promoteurs de l'ordre impérialiste, les divisions des peuples du Moyen-Orient ne viennent pas d'une opposition séculaire, de haines religieuses et culturelles. Elles sont la conséquence d'une politique délibérée de division imposée par les puissances impérialistes, d'abord française et anglaise, suivies par l'impérialisme américain lorsqu'il a pris le dessus sur ses concurrents.

Cela a commencé dès la fin de la Première Guerre mondiale quand la région était dominée par la France et par la Grande-Bretagne. A la fin de

la Deuxième Guerre mondiale, après le massacre de la moitié de la communauté juive d'Europe par les nazis, de centaines de milliers de survivants ont cherché un asile protecteur sur cette terre de Palestine promise dans le même temps aux Arabes. Après la création de l'État d'Israël en 1948, ses dirigeants allaient entraîner sa population dans une politique de spoliation des terres occupées par des Palestiniens arabes.

L'impérialisme américain prit définitivement les rênes après 1956 alors que le Moyen-Orient, avec son pétrole, était devenu une région stratégique pour l'impérialisme. Les peuples du Moyen-Orient ont vécu la faillite de toutes les politiques nationalistes bourgeois. L'impérialisme s'est servi de l'existence d'États et de nationalismes concurrents pour imposer sa domination, au besoin en les jetant dans des guerres les uns contre les autres. Les peuples de la région ont ainsi connu une succession de conflits, agressions directes ou indirectes des armées impérialistes.

Pour les masses exploitées de

cette région, pour mettre fin à leur exploitation et leur oppression, il est indispensable de briser les appareils d'État concurrents qui permettent aux différentes bourgeoisies de s'approprier un butin et de se dresser les uns contre les autres. C'est ce qui permet à l'impérialisme de les manœuvrer. Les intérêts des classes exploitées n'ont rien de commun en réalité avec ceux de leurs exploités locaux.

Mettre fin à la domination impérialiste sur la région nécessite de réaliser l'unité des travailleurs des différents pays, d'abattre les frontières, les régimes, les États et les bourgeoisies locales qui les défendent.

Cela implique d'instaurer le pouvoir des travailleurs à l'échelle de la région, dans le respect du droit de chaque peuple à avoir son existence nationale sous la forme qu'il choisira. La forme politique de ce pouvoir des travailleurs ne peut être que celle d'une Fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient.

Être révolté par le sort des Palestiniens n'est pas un délit !

Depuis le début, le gouvernement interdit toutes les manifestations de soutien au peuple palestinien. Dès le 10 octobre, le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, avait entériné les décisions des préfetures interdisant de protester publiquement contre le sort fait aux Palestiniens, contre les bombardements de Gaza, contre l'opération militaire israélienne en préparation.

Le préfet de police a ainsi motivé l'interdiction d'une manifestation prévue à Paris le 12 octobre : selon lui, cette manifestation « sert à travers elle le soutien ou la justification même indirects de crimes commis par le Hamas sous couvert de l'argument que l'État d'Israël serait d'abord

puissance occupante ». L'arrêté préfectoral prévoit que « la contre-offensive sur la bande de Gaza est de nature à amplifier les revendications et contestations, à radicaliser la mouvance palestinienne sur la voie publique ». C'est tout simplement affirmer son soutien à la politique du gouvernement israélien, jusques et y compris l'intervention à Gaza.

À Paris, les manifestants ayant répondu à cet appel ont donc été immédiatement dispersés. Le même jour, Darmanin est monté d'un cran en interdisant a priori toute manifestation de solidarité avec les Palestiniens sous les bombes. En vertu de quoi, treize manifestants, évidemment pacifiques, ont été embarqués à

Strasbourg samedi 14 octobre, des dizaines d'autres à Paris et ailleurs. Les préfets n'ont même plus à justifier leurs interdictions, mais simplement à déployer leurs troupes.

Pour le gouvernement, il s'agit en somme d'ordonner à l'opinion publique de s'aligner, de gré ou de force, derrière la politique de l'impérialisme français et occidental, opportunément rassemblée sous le label de la lutte contre le terrorisme. Le soutien aux droits des Palestiniens, le simple refus de laisser en silence une armée moderne écraser sous les bombes une population sans défense, sont ainsi devenus des délits d'opinion.

“Terroriste” ou pas : guerre des mots et chantage politique

Le gouvernement et les journalistes ont fait le chantage qualifiant de « terroriste » ou de soutien aux terroristes tous eux qui ne soutenaient pas le camp de l'impérialisme et d'Israël.

S'en prendre aveuglément à des civils pour les tuer, comme l'a fait le Hamas, est barbare et ne sert en rien la cause des Palestiniens. Si le Hamas a voulu semer la mort parmi les Israéliens pour les terroriser, il utilise en cela les mêmes armes que l'État d'Israël, qui le fait en beaucoup plus grand. L'armée israélienne a tué des centaines d'enfants, de civils, a détruit des hôpitaux, des écoles, sous le regard des grandes puissances complices. Et pourtant l'armée israélienne n'est pas considérée par les institutions internationales comme une organisation terroriste. Car, pour ces institutions qui se donnent le droit de déterminer qui est terroriste et qui ne l'est pas, certains meurtres de civils sont acceptables et d'autres pas. Pour elles, tuer des civils par milliers avec les moyens d'un État soutenu par les grandes puissances n'est pas du terrorisme, le faire contre un tel État en est.

Alors, ce qui est en jeu derrière cette guerre des mots n'a rien à voir

ni avec la solidarité avec les victimes civiles, quelles qu'elles soient, ni avec le rejet de la barbarie. Il s'agit d'imposer la position gouvernementale et l'idée que les grandes puissances, dont la France, soutiennent Israël pour la bonne cause, pour la défense de la veuve et de l'orphelin.

Il n'y a aucune raison de céder à ce chantage politique. Le Hamas est une organisation islamiste dont la politique contribue à approfondir le fossé de sang entre les peuples et aussi à entretenir sa dictature sur les Palestiniens de Gaza. Il n'y a aucune raison de se sentir solidaire de cette organisation, mais toutes les raisons de se sentir solidaire du peuple palestinien contre l'État d'Israël et contre le Hamas lui-même. Israël mène une guerre d'oppression et de colonisation depuis plus de 70 ans, avec des moyens abjects, en se mettant au service du maintien de la domination des grandes puissances dans tout le Moyen-Orient. Cette guerre est abominable. Les Palestiniens ont tout autant que les Israéliens droit à leur existence nationale. Ce sont bien eux les premières victimes des guerres et de l'oppression entretenues par l'État d'Israël et les grandes puissances au Moyen Orient.

En fait, il y a bien deux camps dans cette guerre, mais pas ceux qu'on nous présente. D'un côté, il y a les dirigeants d'Israël et des grandes puissances, mais aussi ceux des États arabes, du Hamas et même de l'Autorité palestinienne, qui veulent avant tout le pouvoir et contribuent chacun à leur façon au maintien de l'oppression des peuples. En face, les opprimés arabes, palestiniens et israéliens n'ont aucun intérêt à cette guerre. Mais ils ne pourront y mettre fin qu'en s'unissant sur la base de leurs intérêts de classe contre tous leurs oppresseurs.



DANS LES ENTREPRISES

Mort sur un chantier de la SRCB : scandaleuse relaxe du patron

Le 14 novembre 2017 à Saint-Denis, sur un chantier appartenant à la SRCB, filiale du groupe du Quotidien, un ouvrier perdait atrocement la vie, écrasé par le capot moteur d'un chariot élévateur que son patron lui avait demandé de réparer.

Les sangles utilisées pour empêcher la masse de l'engin de tomber avaient cédé sous son poids.

Le 8 septembre dernier (donc 6 ans après les faits !), les responsables de l'entreprise étaient convoqués devant le tribunal correctionnel de Saint-Denis pour avoir, par négligence, causé la mort de ce travailleur.

Mais mardi 10 octobre, le tribunal a considéré dans son délibéré que les infractions présumées au Code du

travail n'étaient pas constituées et a prononcé la relaxe de l'entreprise des faits d'homicide involontaire.

Voilà un exemple criant de la complicité de l'institution judiciaire avec les criminels patronaux.

SPL Estival : non à la restructuration sur le dos des travailleurs !

Mercredi 25 octobre, la SPL Estival, placée en redressement judiciaire le 30 août dernier, repassait devant le tribunal de commerce pour décider de son avenir et de celui de ses 129 salariés.

Autant les représentants syndicaux des travailleurs ont affiché leur volonté qu'aucun emploi ne soit sacrifié, quelle que soit l'option choisie par le tribunal, autant la nouvelle direction de la SPL a bien fait com-

prendre que pour rembourser les dettes accumulées par l'ancien directeur, il faudrait en passer par la réduction de la masse salariale. Faisant comprendre que la note devrait être payée par les travailleurs d'Estival sous forme de licenciements ou/et de réductions de salaires.

La politique des patrons consiste toujours, pour dégager de la marge, à s'en prendre aux travailleurs.

Eh bien, il n'y a aucune raison que

les travailleurs paient de leur poche ou par la suppression de leurs emplois le trou financier de 2,9 millions laissé dans la trésorerie par l'ancien directeur.

Et si le tribunal et leur direction refusent de les entendre, il leur reste toujours la grève pour mieux se faire comprendre !

DANS LE MONDE

MADAGASCAR

Les mécanismes du pillage économique

Madagascar regorge de minerais rares très demandés dans le monde avec le développement des voitures électriques et des nouvelles technologies utilisées dans le secteur des communications.

Le secteur minier malgache est en pleine expansion, aux mains de grands groupes étrangers tels que le canadien Sherritt qui exploite les mines de nickel et de cobalt dans la région de Tamatave et le groupe anglo-saxon Rio Tinto qui, lui, extrait zircon et ilménite dans la région de Fort Dauphin.

La présence de telles industries sur le sol malgache devrait permettre de répondre aux besoins de la population et de développer les infrastructures routières, ferroviaires ou électriques dont le pays manque tant.

Il n'en est rien. En 2018 par exemple, les recettes récoltées auprès de ces entreprises par l'État malgache ne se sont élevées qu'à 70 millions de dollars, soit à peine 4,6 % de ses recettes fiscales. Recettes qui sont ridiculement basses du fait que le gouvernement malgache ne fait rien pour imposer les capitalistes dans

leur ensemble.

Madagascar est donc pillé en permanence par les groupes des pays riches, mais aussi par la bourgeoisie malgache. La misère dans laquelle la majorité du peuple malgache se trouve n'a rien d'une fatalité. Il est le résultat du vol des travailleurs malgaches par le gang des capitalistes locaux et étrangers.

Quand la classe ouvrière malgache mettra fin à cette situation insupportable, elle commencera par exproprier sans indemnité ni rachat tous ces sinistres exploiters !

Le sort des populations autochtones

Le 14 octobre en Australie, le référendum proposé par le gouvernement australien sur les droits des populations autochtones (Aborigènes et insulaires du détroit de Torrès) a été rejeté par plus de 60 % des voix.

C'est un revers pour le Premier ministre travailliste Anthony Albanese qui espérait sans doute se donner à peu de frais une image de modernisateur.

Ce vote met surtout en lumière la situation dramatique de peuples dont les droits les plus fondamentaux ont été bafoués durant près de deux siècles. Au nom de la « réconciliation », le texte proposé devait inscrire dans la Constitution les Aborigènes comme étant les premiers habitants de l'île. Il prétendait également leur donner une « voix » auprès du parlement et du gouvernement par la création d'un organe consultatif sur les questions les concernant. Ces avancées symboliques dépendaient du bon vouloir des descendants des colons qui constituent aujourd'hui 96,2 % de la population et du corps électoral. Et

bien que n'apportant aucune avancée concrète en faveur du million d'autochtones, il avait le soutien de la gauche et d'une partie des représentants des communautés concernées. Mais c'était déjà trop pour la frange la plus réactionnaire des conservateurs, dont des porte-parole expliquaient, un comble, que certains Australiens deviendraient ainsi « plus égaux que d'autres ».

Les Aborigènes ont été soumis par les colonisateurs britanniques à de multiples formes de discrimination et de spoliation depuis la fin du 18e siècle. Ainsi, de 1869 jusqu'aux années 1970, 10 à 33 % des enfants aborigènes, soit près de 100 000, furent enlevés à leurs parents et placés dans des institutions ou des familles blanches, au nom d'une politique d'assimilation forcée. Il fallut attendre 1967 pour que les Aborigènes obtiennent le statut de citoyen. Mais ce n'est qu'en 1992 que les droits fonciers des autochtones furent reconnus, ce qui ouvrit la voie à certaines rétrocessions de terres.

Depuis, les gouvernements suc-

cessifs ont multiplié les déclarations puis, en 2008, adopté une politique intitulée « combler le fossé » (« closing the gap » en anglais) censée réduire les inégalités et les discriminations dans l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux soins. Mais la situation n'a guère évolué. Les Aborigènes vivent encore dans des conditions de vie révoltantes au regard de la richesse du pays et de ses classes dirigeantes. Leur espérance de vie est inférieure de huit ans à la moyenne nationale, ils occupent les emplois les plus précaires et les plus mal payés et connaissent un taux de chômage trois fois supérieur à celui du reste de la population. Un adolescent aborigène a vingt-quatre fois plus de risques de se retrouver derrière les barreaux qu'un autre, et d'y subir des sévices. Enfin, l'alcoolisme, la toxicomanie et les violences qui y sont liées font des ravages.

Rien ne dit que les autochtones et ceux qui soutiennent leur combat accepteront toujours ces discriminations et ce racisme d'État.

BANGLADESH

Grève dans l'industrie textile pour les salaires

Au Bangladesh, 4 millions d'ouvriers et d'ouvrières travaillent dans l'industrie textile à la confection de vêtements destinés à être vendus ensuite dans les pays riches pour les marques telles qu' Adidas, H&M, Hugo Boss, Levi Strauss, Puma et Gap.

Pour un travail de forçat, ces ouvriers reçoivent l'équivalent de 70 euros par mois.

Ce salaire ne leur permet même plus de s'alimenter car « *Aujourd'hui, le kilo de pommes de terre se vend 70 takas (0,59 euro) et un kilo d'oignons vaut 130 takas, contre respectivement 30 et 50 à 60 takas l'an dernier* », a

précisé Al Kamran, un dirigeant syndical qui a appelé à la grève pour le triplement des salaires.

Les patrons de l'industrie textile bangladaise ont déclaré ne vouloir concéder que 25 % d'augmentation des salaires ce qui a été pris comme une provocation et a déclenché la colère de dizaines de milliers d'ouvriers du textile.

Alors qu'ils manifestaient dans la ville de Gazipur, où se trouvent un millier d'usines textiles, les ouvriers grévistes se sont heurtés aux forces de police venues en nombre, dépêchées par le gouvernement pour casser la grève. Deux ouvriers y ont

perdu la vie.

La dictature et le patronat local maintiennent la classe ouvrière sous leur domination, pour le plus grand profit des trusts des pays impérialistes !



ÉTATS-UNIS

La grève des travailleurs de l'automobile arrache une augmentation de salaire

Après six semaines de grève dans l'automobile, le syndicat UAW vient de trouver un accord avec Stellantis (Chrysler), similaire à celui conclu avec Ford. Les travailleurs seront amenés à voter pour les approuver ou les rejeter.

L'accord prévoit une augmentation de 25 % des salaires sur quatre ans et demi. C'est moins que les 46 % d'augmentation revendiqués initialement par la direction de l'UAW, qui n'a pas voulu utiliser toute la puissance des ouvriers de l'automobile en mettant toutes les usines en grève et encore moins en leur permettant de décider de la conduite de leur grève. Toutefois ce résultat représente une augmentation substantielle qui n'aurait pas été arrachée sans cette grève partielle.



Aux États-Unis, les patrons, même les plus puissants, ne peuvent se passer de travailleurs :

là-bas comme partout, la force des travailleurs, c'est la grève !

KAZAKHSTAN

Un accident mortel qui ne doit rien au hasard

Quarante-cinq mineurs au moins sont morts dans un accident minier au Kazakhstan le 28 octobre, dans un site appartenant au trust ArcelorMittal.

Pour mémoire, en janvier 2022, le régime kazakh avait écrasé une révolte ouvrière avec la participation de l'armée de Poutine et l'approbation tacite des impérialismes occidentaux.

En effet, les groupes capitalistes comme ArcelorMittal, ou le français Orano, opèrent dans ce pays en profitant de la dictature qui étouffe toute protestation ouvrière pour maximiser les profits en investissant le moins possible, notamment dans la sécurité des travailleurs.



Incurie de l'État et poison ministériel

Annoncée pour le 1er et 2 novembre, la visite à Mayotte du ministre de l'Intérieur Darmanin a été annulée. Seul le ministre délégué à l'Outremer, Philippe Vigier, a fait le déplacement le 1er novembre pour une visite de 48 heures.

Sans son ministre de tutelle qui devait venir à Mayotte faire le point sur la pénurie d'eau et surtout l'opération Wuambushu déclenchée en avril, c'est-à-dire la destruction des bangas (nom des habitations de fortune dans les bidonvilles) en partie occupés par les Comoriens dont la plupart en situation dite « irrégulière », Vigier a centré son voyage sur la crise de l'eau et la situation sanitaire dans l'île.

Pour ce qui est de la pénurie de l'eau, malgré les mesures annoncées par celui-ci le 2 septembre, notamment la construction d'une usine de potabilisation de l'eau de rivière Cocconi (qui est presque à sec en ce moment !) et des équipements pour la désalinisation de l'eau de mer, l'eau ne coule toujours qu'un jour sur trois et pendant seulement 18 heures aux robinets des Mahorais. Et quelle eau ! Elle est impropre à la consommation !

Seuls les acheminements médiatisés de quelques milliers de bouteilles

d'eau depuis La Réunion sont visibles. Mais contrairement aux déclarations du ministre et du préfet en charge de l'eau qui prétendaient distribuer deux litres d'eau par jour et par habitant, seule la catégorie de la population dite fragile est alimentée.

Pour apaiser la situation tendue à Mayotte, la Première ministre, Elisabeth Borne, a annoncé jeudi 5 octobre la prise en charge de toutes les factures d'eau entre octobre et décembre pour les habitants de l'île.

Mais cette mesure dérisoire est loin de calmer les mécontentements. Une nouvelle manifestation organisée par le collectif « Mayotte a soif » aura lieu le 6 novembre.

En ce qui concerne la destruction des habitats insalubres sous couvert de Wuambushu, qui signifie la « reprise » en main en shimaoré, Darmanin se vantait en avril que 2023 allait être une année « record » en expulsions à Mayotte, n'écartant pas la possibilité d'une opération « Wuambushu » 2, pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé : la destruction de 1 000 « bangas ».

Celui qui déclarait lors d'une visite en septembre 2022 à Mayotte qu'« *ici comme ailleurs, ma main ne tremblera pas* », compte poursuivre

son ignoble chasse contre les pauvres qui arrivent en « kwassa kwassa », de l'archipel voisin des Comores, de Madagascar ou de l'Afrique des Grands Lacs.

Ce ne sont pas les immigrés qui sont responsables du fait que Mayotte manque de tout : routes, logements, écoles, hôpitaux, etc. Pour s'exonérer des conséquences de son incurie l'État français tente de monter les uns contre les autres.

Tous ses moyens sont mis en œuvre pour la mise en place du piège mortel de la division dans lequel les travailleurs ne doivent pas tomber.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

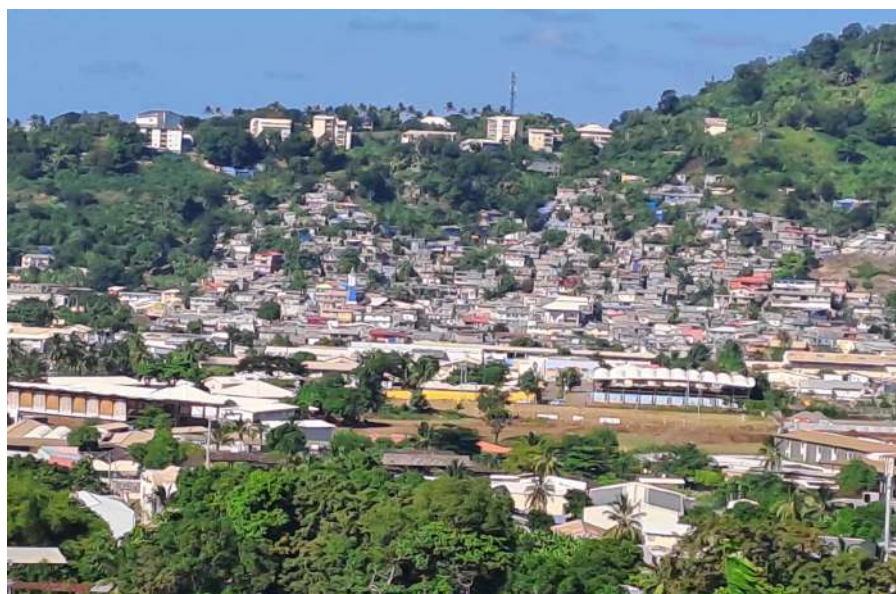
97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282



Bidonvilles de Kaweni